

L. Trotsky :

Une explication nécessaire avec les syndicalistes-communistes

21 mars 1923

Bulletin communiste, n° 15, 12 avril 1923.

Le présent article, suscité par quelques écrits du camarade français Louzon, a été composé peu après le 4^e congrès¹. Mais nous avons alors à l'ordre du jour la lutte contre la droite, contre les dissidents de la dernière fournée, les Verfeuil, Frossard et consorts. Dans cette lutte nous avons marché et continuons de marcher la main dans la main avec les syndicalistes-communistes, et c'est pourquoi j'ai ajourné la publication de cet article. Nous avons la ferme conviction que notre union avec les révolutionnaires du syndicalisme restera pleine et entière. L'entrée de notre ami Monatte dans le parti a été pour nous une grande joie : les hommes de cette trempe sont nécessaires à la révolution. Mais l'on ne saurait, évidemment, acheter un rapprochement au prix de la confusion idéologique. L'épuration et la consolidation du parti français ont considérablement progressé durant les derniers mois. Aussi pouvons-nous nous expliquer tranquillement et amicalement avec les camarades aux côtés desquels nous aurons à travailler et à combattre².

Dans une série d'articles, le camarade Louzon, sur la question extrêmement importante des rapports entre le parti et les syndicats, adopte et motive une position divergeant radicalement de celle de l'Internationale communiste et de la doctrine marxiste. Le dévouement de Louzon à la cause de la révolution prolétarienne a été et est attesté par des camarades français dont l'opinion est pour moi d'un grand poids³. Par suite, il est d'autant plus nécessaire de s'élever contre les points de vue erronés qu'il soutient dans une question aussi importante.

Le camarade Louzon défend l'« indépendance » complète et absolue des syndicats. Contre quoi ? Evidemment contre certaines atteintes. De qui ? Evidemment du parti. L'autonomie syndicale est d'une nécessité incontestable, mais Louzon lui attribue un sens absolu, presque mystique. Ce faisant, il se réfère, complètement à tort, à Marx.

Les syndicats sont, dit Louzon, la classe ouvrière elle-même. Quant au parti, il n'est que le parti. La classe ouvrière, dans son ensemble, ne peut être subordonnée au parti. Il ne peut même y avoir entre eux égalité. « La classe ouvrière est par elle-même son but. » Quant au parti, il ne peut qu'être le serviteur de la classe ouvrière ou lui être subordonné. Par suite, il ne peut « annexer » la classe ouvrière. La représentation réciproque de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge qui existait jusqu'aux derniers congrès mondiaux de Moscou signifiait, d'après Louzon, la reconnaissance de l'égalité des droits et de l'équivalence de la classe et du parti. Maintenant, cette représentation réciproque est supprimée. Par là même, le parti est ramené à son rôle de serviteur ou de subordonné. Ce que le camarade Louzon approuve. Telle était également, soi-disant, la position de Marx dans cette question. C'est pourquoi Louzon interprète la suppression de la représentation réciproque entre les deux organismes des syndicats et du parti comme une renonciation aux erreurs « lassalliennes » et social-démocrates et un retour aux principes de Marx.

Voilà ce que dit, en substance, Louzon dans un article publié le 15 décembre, dans *la Vie ouvrière*. Ce qui frappe le plus dans cet article, ainsi que dans d'autres analogues, c'est que l'auteur semble fermer consciemment et hermétiquement les yeux sur ce qui se passe en France. On pourrait croire que l'article en question a été écrit par un habitant de Sirius. Autrement, comment comprendre l'affirmation de Louzon que les syndicats sont « la classe ouvrière elle-même » ? De quel pays exactement parle Louzon ? S'il s'agit de la France, les syndicats, comme on le sait, sont encore loin, par malheur, d'y coïncider avec l'ensemble de la classe ouvrière ou même avec la moitié... Par suite des manœuvres criminelles des syndicalistes réformistes, aidés en cela par certains anarchistes, l'organisation syndicale est scindée en deux parties. Chacune ne groupe pas plus de 300 000 ouvriers. Il s'ensuit que ni l'une ni l'autre prise à part, ni même toutes les deux ensemble, ne peuvent être identifiées avec l'ensemble du prolétariat français. Jusqu'à présent, elles n'en groupent qu'une portion insignifiante. En outre, il ne faut pas oublier que la C.G.T. et la C.G.T.U. ont une politique *différente*. La première a une politique de conciliation, la seconde, une politique de lutte révolutionnaire. Le camarade Louzon soutient la C.G.T.U. contre la C.G.T., et c'est très bien. Bien plus, au sein de la C.G.T.U. même, le camarade Louzon représente une tendance déterminée. Comment accepter, après cela, l'assertion que la classe ouvrière, coïncidant soi-disant avec l'organisation syndicale, est par elle-même son but ? Par qui et de quelle façon la classe ouvrière française exprime-telle ce but ? Par l'organisation de Jouhaux ? Evidemment non. Par la C.G.T.U. ? Mais cette organisation, qui a déjà de grands services à son actif, ne coïncide pas encore, hélas ! avec la classe ouvrière. Enfin, pour tout dire, il n'y a pas si longtemps que la C.G.T.U. était encore sous la direction du groupe du « pacte ». Maintenant, elle est sous l'influence des syndicalistes communistes. Durant laquelle de ces deux périodes la C.G.T.U. exprimait-elle le plus exactement les intérêts de la classe ouvrière ? Et comment le vérifier ? Si l'on veut le vérifier en se reportant à l'expérience internationale de notre parti, on commet, d'après Louzon, un péché mortel, car par-là même on met le parti « au-dessus de la classe » et on lui fait décider de la politique nécessaire à la classe. Si l'on s'adresse à la classe elle-même, dans son ensemble, on la trouve, hélas ! dans un état de division, d'impuissance et de mutisme. Les différentes parties de la classe organisées dans différentes confédérations, les différents syndicats d'une seule et même confédération, les différents groupes d'un seul et même syndicat, nous donneront des réponses différentes ; quant à la majorité écrasante du prolétariat qui reste en dehors des confédérations, elle s'abstiendra, pour le moment du moins, de répondre .

En aucun pays il n'existe d'organisation professionnelle qui coïncide avec l'ensemble de la classe ouvrière. Mais, dans d'autres pays, il existe, au moins, des syndicats groupant une partie considérable de la classe ouvrière. En France, il n'en est pas ainsi.

¹ Il s'agit du 4^e congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922).

² Monatte et Louzon, syndicalistes révolutionnaires, étaient à cette époque membres du P.C. Ils devaient suivre ultérieurement côte à côte le même itinéraire et se retrouver dans le noyau de *la Révolution* prolétarienne. Trotsky avait provisoirement mis de côté ses divergences avec Monstre pour concentrer ses efforts dans la lutte contre Frossard.

³ Il ne petit s'agir que de Monatte et peut-être de Rosmer.

Si Louzon dénie au parti le droit d' « annexer » (en somme, qu'est-ce que cela signifie exactement ?) la classe ouvrière, sur quoi se base-t-il pour conférer ce droit au syndicalisme ?

« Mais, dira peut-être le camarade Louzon, si l'organisation syndicale française est maintenant extrêmement faible, nous ne doutons nullement de son développement et de sa victoire définitive. » A cela nous répondrons : « La chose est incontestable, nous aussi nous en sommes convaincus, mais il n'est pas moins certain également que le parti, lui aussi, gagnera la confiance absolue de l'immense majorité de la classe ouvrière. » Pour le parti comme pour les syndicats, il s'agit non pas d' « annexer » le prolétariat - c'est bien à tort que Louzon emploie la terminologie habituelle à nos adversaires dans leur lutte contre la révolution - mais de *gagner sa confiance*, et l'on ne peut y arriver que par une tactique juste, vérifiée à la lumière de l'expérience. Où donc, et par qui cette tactique est-elle élaborée consciemment, d'une manière critique et méthodique ? Qui la propose à la classe ouvrière ? Elle ne tombe pas du ciel, elle n'émane pas non plus de « la classe ouvrière elle-même ». Voilà la question à laquelle, apparemment, le camarade Louzon n'a pas réfléchi.

« La classe ouvrière est par elle-même son but. » Dégagée de son enveloppe mystique, cette phrase doit signifier que les buts historiques du prolétariat sont déterminés par sa situation sociale en tant que classe, par son rôle dans la production, la société et l'État. Cela est absolument incontestable. Mais cela ne nous donne absolument rien pour l'intelligence de la question spécifique que nous étudions en ce moment : de quelle façon le prolétariat arrive-t-il à la *compréhension subjective* du but historique conditionné par la situation objective ? Si le prolétariat dans son ensemble était capable d'atteindre directement son but historique, il ne faudrait ni parti ni syndicats : la révolution prolétarienne viendrait au monde en même temps que le prolétariat lui-même. En réalité, le processus par lequel le prolétariat arrive à la conception de sa mission historique est très long et extrêmement douloureux, plein de contradictions internes. Après une longue lutte, des épreuves, des fautes, après une accumulation d'expérience, la *conception juste des voies et des méthodes de développement pénètre dans le cerveau des meilleurs éléments qui en forment l'avant-garde*. Cela se rapporte non seulement au parti, mais aussi aux syndicats. Ces derniers également commencent par un petit noyau d'ouvriers actifs et ne se développent que progressivement, en conquérant, grâce aux fruits de l'expérience, la confiance des masses. Durant tout le cours de la lutte menée par les organisations révolutionnaires pour établir leur influence sur la classe, les idéologues de la bourgeoisie opposent « la classe ouvrière elle-même » non seulement au parti de la classe ouvrière, mais à ses syndicats, qu'ils accusent de vouloir annexer la classe ouvrière. C'est ce que *le Temps* écrit à propos de chaque grève. En d'autres termes, les idéologues bourgeois opposent la classe ouvrière en tant qu'objet à la classe ouvrière en tant que sujet. Car ce n'est que par sa minorité consciente que la classe ouvrière devient peu à peu sujet de l'histoire. De la sorte, ce que le camarade Louzon dit contre la « prétention » du parti, *s'applique également en entier à la « prétention » des syndicats* - particulièrement en France, car le syndicalisme français, nous le répétons, en tant qu'organisme et en tant que théorie, a été et reste jusqu'à présent un parti. C'est précisément pour cela que, dans sa période classique (1905-1907), il est arrivé à la théorie de la « minorité d'initiative », et non de « la classe ouvrière elle-même ». Qu'est-ce qu'une minorité d'initiative liée par l'unité de doctrine, sinon un parti ? Et qu'est-ce, d'autre part, qu'une organisation syndicale de masses, sans une minorité d'initiative directrice consciente, sinon une forme sans contenu ?

Le fait précisément que le syndicalisme français était un parti a trouvé son expression dans la scission qui s'est produite lorsque des divergences de vues politiques se sont manifestées dans son sein. Mais le parti du syndicalisme révolutionnaire redoute la répugnance des masses françaises pour les partis en général. C'est pourquoi le syndicalisme révolutionnaire n'a pas pris le nom de parti et est resté organiquement à demi constitué. C'est un parti qui s'est efforcé de fondre ses cadres avec ceux du syndicat, ou tout au moins de trouver un voile dans le syndicat. De là la subordination effective des syndicats aux prétentions de tendances, de fractions et même de coteries au sein du syndicalisme. De là également le « pacte », c'est-à-dire la caricature maçonnique d'un parti au sein de l'organisation syndicale.

Et inversement. C'est précisément l'Internationale communiste qui a mené une lutte acharnée contre la scission du mouvement syndical en France, c'est-à-dire contre sa transformation effective en partis syndicaux. C'est précisément l'Internationale communiste qui a mis au premier plan les objectifs historiques de la classe ouvrière elle-même et l'immense importance intrinsèque de l'organisation syndicale au point de vue de ces objectifs. Dans ce sens, l'Internationale communiste, dès le premier jour de son existence, a soutenu l'autonomie réelle, vitale des syndicats, conformément à tout l'esprit du marxisme.

Le syndicalisme révolutionnaire, qui, sous beaucoup de rapports, a été en France le précurseur du communisme contemporain, s'est borné à la théorie de la minorité d'initiative, autrement dit du parti, sans se transformer ouvertement en parti. Mais, par là même, il a empêché les syndicats de se transformer en organisation, sinon de « la classe ouvrière elle-même » (ce qui est impossible en régime capitaliste), du moins de masses importantes de la classe ouvrière. Les communistes n'ont pas peur du nom de parti, parce que leur parti n'a et n'aura rien de commun avec les autres partis. Ce n'est pas un des partis politiques du régime bourgeois, mais la minorité consciente, la minorité d'initiative de la classe ouvrière, son avant-garde révolutionnaire. C'est précisément pour cela que les communistes ne se couvrent pas - dans le domaine de l'idéologie non plus que dans celui de l'organisation - de l'organisation syndicale, n'exploitent pas cette dernière par des manœuvres de coulisse, ne la divisent pas lorsqu'ils sont en minorité, ne gênent en rien son développement autonome et l'aident de toutes leurs forces dans sa lutte. En même temps, le parti communiste se réserve le droit de se prononcer sur toutes les questions du mouvement ouvrier, y compris le mouvement syndical, de critiquer la tactique syndicale et d'apporter ses propositions que l'organisation syndicale est libre d'accepter ou de refuser. Le parti s'efforce par l'action pratique de gagner la confiance de la classe, et avant tout de sa partie syndiquée.

Que signifient les citations de Marx produites par le camarade Louzon ? Marx écrivait, en effet, en 1868, que le parti ouvrier surgirait des syndicats. Mais il avait alors en vue principalement l'Angleterre, qui était en ce temps-là le seul pays possédant un capitalisme développé et des organisations ouvrières importantes. Depuis lors, il s'est écoulé un demi-siècle. L'histoire, dans son ensemble, a confirmé le pronostic de Marx, en ce qui concerne l'Angleterre. Le parti ouvrier anglais a surgi en effet sur la base des trade-unions. Mais Louzon croit-il que le Labour Party, dans sa forme actuelle, avec les Henderson, Clynes et autres à sa tête, puisse être considéré comme exprimant les intérêts de l'ensemble du prolétariat ? Certes, non. Le Labour Party, en Grande-Bretagne, trahit les intérêts du prolétariat, dans la même mesure que la bureaucratie trade-unioniste qui lui est identique, quoique, en Angleterre, précisément, les trade-unions soient beaucoup plus proches de « la classe elle-même » qu'en aucun autre pays. Mais, d'autre part, il est indubitable que l'influence communiste en Angleterre s'établira dans une large mesure par l'appareil du Labour Party, surgi des trade-unions et qu'elle contribuera à l'accentuation de la lutte intérieure entre la

masse et les sommets de cette organisation, à l'expulsion de la bureaucratie traîtresse, à la transformation et à la régénération complète du Labour Party. Et nous appartenons, avec Louzon, à l'Internationale qui, englobant le petit parti communiste britannique, lutte contre la II^e Internationale, s'appuyant sur le parti ouvrier anglais sorti des trade-unions.

En Russie - et la Russie dans le cadre des lois générales du développement capitaliste est l'antipode de la Grande-Bretagne - le parti communiste (anciennement social-démocrate) a précédé les syndicats et a créé ces derniers. Maintenant, les syndicats d'une part, l'Etat ouvrier de l'autre, sont chez nous entièrement sous l'influence et la direction du parti communiste, qui n'a pas surgi des syndicats, mais qui, au contraire, les a créés et les a formés idéologiquement. Louzon voudrait-il affirmer par hasard que la Russie s'est développée contrairement aux vues de Marx ? N'est-il pas plus simple de dire que les paroles de Marx sur l'origine syndicale du parti sont, comme l'a montré l'expérience, applicables à l'Angleterre, et encore jusqu'à un certain point seulement, mais ne sont nullement ce que Marx appelait, avec mépris, la loi « supra-historique » ?

Tous les autres pays de l'Europe, y compris la France, se placent, dans la question qui nous intéresse, entre la Grande-Bretagne et la Russie. Dans certains pays, la naissance des syndicats a précédé celle du parti, dans d'autres, au contraire, c'est le parti qui est apparu le premier ; mais en tout cas, nulle part sauf en Angleterre, et partiellement en Belgique, le parti du prolétariat n'a surgi des syndicats. En tout cas, aucun parti communiste n'a surgi « organiquement » des trade-unions. Allons-nous, pour cela, traiter toute l'Internationale communiste d'« enfant naturel » ?

Lorsque les trade-unions anglaises soutenaient tour à tour les partis conservateur et libéral, dont elles étaient l'appendice ouvrier⁴, lorsque l'organisation politique des ouvriers allemands représentait encore la gauche du parti démocrate et que les partisans de Lassalle et d'Eisenach se livraient une lutte acharnée, Marx revendiquait l'indépendance des syndicats à l'égard de tout parti. Cette formule était dictée par le désir d'opposer l'organisation ouvrière à tous les partis bourgeois ou aux sectes socialistes. Mais Louzon n'aura pas oublié que Marx a fondé la I^e Internationale, qui avait pour tâche de diriger et de féconder les mouvements ouvriers de tous les pays sous tous les rapports. Cela se passait en 1864, mais l'Internationale de Marx était un parti. Donc Marx n'avait pas attendu que le parti international de la classe ouvrière surgît (arbitrairement ?) des trade-unions. Il faisait tout pour assurer dans les trade-unions l'influence des idées du socialisme scientifique, idées exprimées pour la première fois en 1847, dans le *Manifeste du parti communiste*. S'il exigeait l'indépendance complète des trade-unions, des syndicats, etc., à l'égard de tous les partis et sectes existants, c'est-à-dire de tous les partis et sectes bourgeois et petits-bourgeois, c'était précisément pour assurer plus facilement dans ces organisations la domination des idées du socialisme scientifique. Marx, évidemment, n'avait jamais songé à voir dans le parti du socialisme scientifique un des partis politiques existants (parlementaires, démocratiques, etc.). L'Internationale était, pour Marx, la classe ouvrière même arrivée à la conscience d'elle-même, *en la personne de son avant-garde, alors encore très peu nombreuse*.

Si Louzon avait voulu être conséquent dans sa métaphysique syndicale et tenace dans son interprétation de Marx, il aurait dû dire : « Enterrons le parti communiste autonome et attendons que ce parti naisse des syndicats. » Une telle logique serait mortelle, non seulement pour le parti, mais aussi pour le syndicat. En effet, les syndicats français actuels ne pourront restaurer leur unité et obtenir une influence décisive sur les masses si leurs meilleurs éléments ne se groupent pas en une avant-garde révolutionnaire consciente de la classe ouvrière, c'est-à-dire dans le parti communiste. Marx n'a pas donné et ne pouvait donner de réponse universelle à la question de la nature des rapports organiques entre le parti et les syndicats. Quels doivent être ces rapports, cela dépend à chaque moment donné de facteurs et de circonstances différents. Qu'il existe une représentation réciproque du parti et de la confédération, ou que ces organisations constituent au fur et à mesure du besoin un comité d'action c'est là une question qui n'a pas une importance essentielle. Les formes d'organisation peuvent varier, mais le rôle fondamental du parti reste immuable. Le parti, s'il mérite ce nom, groupe l'avant-garde de la classe ouvrière et féconde par son influence idéologique toutes les branches du mouvement ouvrier et, en premier lieu, les syndicats. Ces derniers, s'ils méritent ce nom, groupent une masse sans cesse croissante de la classe ouvrière, y compris ses éléments arriérés. Mais ils ne peuvent s'acquitter de cette tâche qu'avec une direction juste, raisonnée, basée sur des principes déterminés. Or, ils ne peuvent avoir cette direction que si l'élite des syndiqués est groupée dans le parti de la révolution prolétarienne.

L'épuration qui a eu lieu ces derniers temps dans le parti français et qui l'a débarrassé des petits-bourgeois pleurards, des beaux parleurs, des Hamlets politiques et des arrivistes, ainsi que le rapprochement du parti et des syndicalistes révolutionnaires, représentent un grand pas en avant vers l'instauration de rapports justes entre l'organisation syndicale et l'organisation politique de la classe ouvrière. Et cela est, par suite, d'un grand profit pour la révolution.

⁴ Les syndicats américains, aujourd'hui encore, n'ont pas dépassé ce stade et monnaient leur soutien électoral alternativement aux démocrates et aux républicains. Le mot d'ordre d'un *Labor Party* reposant sur les syndicats n'a été mis en avant aux Etats-Unis que par des révolutionnaires.

Bilan d'une période

25 mars 1923

Ce texte constituait l'introduction du livre de Trotsky *Le Mouvement communiste en France*.

La France impérialiste est, en ce moment, la puissance dirigeante du continent européen et, en dehors de ce continent même, d'une très appréciable grandeur. Ce seul fait confère une haute importance au prolétariat français et à son parti. La révolution européenne n'aura vaincu sans retour que lorsqu'elle sera maîtresse de Paris⁵. Et la victoire du prolétariat sur le continent décidera à peu près automatiquement du sort du capital anglais. Enfin, l'Europe révolutionnaire, à laquelle se joindront tout de suite les peuples opprimés de l'Asie et de l'Afrique, saura tenir à l'oligarchie capitaliste qui règne sur l'Amérique un langage laconique et persuasif. La clef de la situation européenne et, dans une large mesure mondiale, est donc entre les mains de la classe ouvrière française.

L'Internationale communiste a suivi avec une attention concentrée la vie intérieure du parti français, précisément parce qu'elle assignait à ce parti un rôle historique considérable. L'ouvrier français a été, le long du chemin de l'histoire, trompé plus que n'importe quel autre ; le parti communiste français doit être d'autant plus sévère et intransigeant envers lui-même. A cet égard, de grands succès ont déjà été obtenus, que l'on peut, en un certain sens, qualifier de définitifs. Sous l'aspect de la lutte des fractions, et des cénacles, sous l'aspect des scissions et des exclusions, c'est en réalité l'armement révolutionnaire du parti français qui s'est lentement accompli au cours des deux dernières années. Et le parti doit s'attaquer, avec ses armes, au métal de l'Etat militariste le plus puissant. Les succès acquis dans cette voie, qui n'est encore que celle des préliminaires, se concrétisent en quelque sorte dans le départ de Frossard et les adhésions de Monatte et de Barbusse.

L'ancien secrétaire général du parti et, dans une certaine mesure, son inspirateur, l'inspirateur en tout cas de sa politique officielle, Frossard, représentait les éléments du passé parlementaire du parti qui tentaient de s'adapter au nouveau coup de barre à gauche, décisif, de l'avant-garde prolétarienne. Pourvu d'une certaine souplesse et d'une certaine mobilité de pensée, inventif, ingénieux, éloquent - doué de qualités précieuses, utiles à tout le monde et notamment aux révolutionnaires, mais qui, pour la politique parlementaire, se suffisent à elles-mêmes -, Frossard semble s'être sérieusement imaginé qu'il pourrait, grâce à elles, louvoyer jusqu'à la fin des temps entre l'Internationale communiste et les ennemis de celle-ci, bénéficier devant la classe ouvrière de l'autorité du communisme et la préserver des « exagérations » de Moscou. Opposant ses improvisations diplomatiques, habiles dans le sens de l'équivoque, de la réticence, du double jeu, à la ligne de conduite principielle de l'Internationale communiste, Frossard ne pouvait pas ne pas aboutir dès ses premiers pas à la confusion. Sa position est le mieux caractérisée par ce fait que, quelques heures avant de démissionner du parti communiste, il ne savait pas encore lui-même s'il se rendrait à Moscou pour y participer en qualité de membre de l'Exécutif à la direction de l'Internationale communiste ou s'il allait passer aux ennemis de cette Internationale.

Mais la physionomie personnelle de Frossard ne doit pas nous faire perdre de vue ce qu'a de typique le frossardisme. Nous avons eu en Italie un conflit avec le camarade Serrati qui s'est mis, pour un temps assez long, avec sa fraction, en dehors de l'Internationale communiste. Le développement politique si orageux de l'Italie a de nouveau poussé aujourd'hui les maximalistes et leur leader vers l'Internationale communiste⁶. Nous espérons que la fusion sera, cette fois, solide. En Allemagne, nous avons eu un épisode classique avec Paul Lévi. Lévi s'insurgea contre la tactique, évidemment erronée, suivie en mars 1921⁷ par le parti communiste allemand, et réussit à prouver en quelques semaines qu'il ne lui manquait, pour se placer parmi les ennemis de la révolution prolétarienne, qu'un bon prétexte. Nous avons observé des faits semblables, quoique moins achevés, moins saisissants, dans les partis tchécoslovaque et norvégien.

Une chose est frappante au premier abord : c'est qu'on trouve dans tous ces conflits, en tête des scissionnistes ou des hésitants, les chefs les plus renommés, c'est-à-dire des hommes qui - tout au moins en apparence - ont dirigé le mouvement pour Moscou et pour la III^e Internationale. Serrati fut le leader incontesté du parti italien jusqu'en septembre 1919 ; Paul Lévi fut le président du parti communiste allemand ; et son imitateur Friesland, le secrétaire général de ce parti ; Frossard, le secrétaire général du parti français⁸. Ces répétitions de faits attestent que nous ne sommes pas en présence de hasards, mais d'une règle, qu'il n'est pas, en fin de compte, si difficile d'expliquer.

⁵ Les dirigeants de l'I.C. après la guerre, comptaient que l'Allemagne serait la plaque tournante de la révolution européenne. Mais la révolution française était bien entendu nécessaire pour compléter cette victoire sur le continent.

⁶ Serrati, l'ancien leader du centre du P.S.I., s'était retrouvé hors de l'I.C. après Livourne. Exclu du P.S.I. après la prise du pouvoir par Mussolini, il venait de revenir à l'I.C.

⁷ Trotsky exprime ici l'opinion, qui était également celle de Lénine, que Paul Lévi avait raison sur le fond dans les critiques qu'il faisait de l'action de mars. *Les souvenirs sur Lénine* de Clara Zetkin attestent que Lénine, au lendemain du 3^e congrès de l'I.C., espérait encore regagner Lévi qu'il avait en haute estime, et qu'il fit tous ses efforts pour que la porte du parti allemand et de l'I.C. lui restât ouverte après son exclusion pour indiscipline.

⁸ En réalité, le parallèle établi ici par Trotsky entre Serrati, Paul Lévi, Friesland et Frossard est difficilement soutenable. On sait que Serrati, vétéran socialiste, revint au communisme peu avant sa mort. Lévi retourna à la social-démocratie, y soutint en 1923 la nécessité de la dictature du prolétariat, et jusqu'à sa mort, en 1930, fut l'inspirateur de son aile gauche. Frossard, lui, revint à la S.F.I.O., qu'il quitta sur la droite en 1935 pour rallier les « néos » : il fut nommé conseiller national par Vichy en 1940. De même, s'il est possible de considérer avec Trotsky que Frossard ne fut qu'« en apparence » un dirigeant du mouvement pour la III^e Internationale, cette affirmation est très contestable pour Serrati et fautive pour Lévi qui s'était prononcé dès 1917 pour la scission de la social-démocratie et qui fut l'artisan du ralliement des indépendants à l'I.C. Lénine, qui le connut en Suisse en 1916, affirmait, après son exclusion de l'I.C., qu'il était, à cette époque, un « véritable bolchevik ». Le cas de Friesland, dans ce cadre, est unique : c'est comme prisonnier de guerre en Russie en 1917 qu'il vint « à la politique » et au communisme, c'est comme candidat de l'aile gauche, irréductible adversaire de Lévi, qu'il devint secrétaire général du P.C.A. en août 1921. Après sa rupture, en décembre de la même année, il allait revenir à la social-démocratie et fut, après la deuxième guerre mondiale, bourgmestre de Berlin-Ouest sous son nom d'Ernst Reuter.

Dans les pays de vieux capitalisme ayant d'anciennes traditions social-démocrates, la formation d'un parti communiste équivalait à la rupture avec un long passé réformiste, nationaliste, parlementaire. Mais les milieux socialistes dirigeants, les grands noms, les autorités, appartenaient entièrement à ce passé. Et même les socialistes qui, avant la guerre, ou pendant la guerre, se situaient à l'extrême-gauche de leurs partis, c'est-à-dire dans l'opposition à la politique social-démocrate officielle, étaient en grande majorité les prisonniers de ce passé. Leur opposition aux Scheidemann et aux Renaudel était oratoire, littéraire, formelle, verbale, mais n'était ni effective, ni révolutionnaire. Lorsqu'après la guerre un mouvement invincible entraîna les masses prolétariennes à gauche, vers le combat avec la bourgeoisie, les éléments socialistes d'opposition pensèrent que leur heure était venue, que la masse approuvait leurs critiques et se préparait à suivre leurs instructions. En réalité, leur situation et leur politique rappelaient fortement celles des libéraux modérés dans les révolutions. Le premier sursaut populaire paraît toujours aux libéraux prouver leur raison et leur force ; mais dès le lendemain ils constatent avec horreur que les masses, tout au moins les masses révolutionnaires, ne font pas grande différence, entre les maîtres d'hier et les adversaires modérés de ces derniers. Alors les libéraux se jettent dans les bras de la réaction.

Si les équivoques leaders de l'opposition social-démocrate se trouvèrent à la tête des partis communistes, c'est que la fraction réellement révolutionnaire de la classe ouvrière n'avait pu éduquer et former en quelques mois de nouveaux chefs. Et il faut bien reconnaître que, dans les premières années de l'Internationale communiste, nous avons eu à la tête de plusieurs de nos partis tantôt des révolutionnaires ne possédant pas toujours une suffisante maîtrise d'eux-mêmes, tantôt des demi-révolutionnaires toujours hésitants, mais jouissant d'une certaine autorité et en possession des routines politiques. De là dérivait et dérivait encore, en partie - quoique la situation se soit sensiblement améliorée -, les difficultés intérieures, les frottements et les conflits au sein de l'I.C. Les leaders à demi centristes craignaient par-dessus tout d'être poussés hors de l'ornière - dissimulée par un radicalisme apparent - de la légalité. Aussi se refusaient-ils à poser révolutionnairement les questions et à appliquer les méthodes effectives de préparation à l'insurrection prolétarienne. Ils invoquaient l'« autonomie nationale ». Pourtant l'analogie qualitative de la politique de Paul Lévi, de Frossard et de quelques autres montre qu'il ne s'agissait pas de particularités des situations nationales - dont nous devons, naturellement, tenir le plus grand compte - mais d'une tendance parfaitement internationale, d'un centrisme de gauche, tout disposé à s'assimiler le rituel de l'Internationale communiste et à avaler, sans broncher, vingt et une conditions et plus - à la seule condition réelle que rien ne changeât par ailleurs. Frossard était le représentant achevé de cet esprit. C'est pourquoi sa démission du parti et le départ de ses amis posent un jalon important dans la voie de la création du parti révolutionnaire du prolétariat français.

Si Frossard n'est aucunement, nous l'avons vu, l'incarnation d'une particularité nationale, la raison pour laquelle il a réussi pendant si longtemps à tromper les autres et à se tromper lui-même sur sa mission politique doit être pourtant recherchée dans les particularités de la situation politique en France. Au contraire de l'Allemagne vaincue et de l'Italie à demi vaincue, la France victorieuse a traversé les années les plus critiques de l'après-guerre sans connaître de grands ébranlements politiques. Et quoique les forces principales qui mènent les pays à la révolution soient les mêmes en France qu'en Allemagne ou qu'en Italie, leur manifestation y est moins brutale, moins orageuse, plus voilée. La formation de l'avant-garde prolétarienne en France s'est donc effectuée lentement, jusqu'à ces derniers mois. L'impression était, de l'extérieur, que l'ancien parti socialiste évoluait peu à peu vers le communisme, après s'être débarrassé à Tours de son lest le plus compromettant. Mais, en réalité, à Tours, Renaudel et Longuet avaient été abandonnés par quantité de leurs amis et disciples qui, le cœur navré, espéraient acheter par leur sacrifice des emplois dirigeants dans le parti communiste et contraindre ce parti à respecter, par reconnaissance, leur bonne vieille routine. Par suite de la lenteur des mouvements politiques en France et du conservatisme de l'après-guerre, la gauche même du socialisme français, telle qu'elle s'était formée au comité de la III^e Internationale, dans le sein du parti, était encore remarquablement amorphe et disparate. Et ce fait, qui n'a pas été également compris par tous les camarades, a souvent empêché l'Internationale d'adopter contre la politique de Frossard et de ses amis une attitude plus énergique. Dès 1921 et dès la première moitié de 1922, le groupe Frossard donnait de bonnes raisons pour que l'on rompit avec lui. Mais, à l'époque, la rupture n'eût pas été comprise par la grande majorité des membres du parti, la nouvelle scission se fût accomplie au hasard et, enfin, l'Internationale eut rassemblé dans la gauche un groupe assez disparate ayant lui-même besoin d'une épuration intérieure⁹. Il fallait donc, d'abord, donner aux éléments de gauche le temps d'envisager nettement leurs tâches, d'acquiescer une cohésion idéologique, de rassembler autour d'eux un grand nombre de membres du parti - et c'est seulement ensuite que ce travail idéologique, critique et éducatif, de l'Internationale, pouvait être achevé par de grandes mesures énergiques d'organisation, d'un caractère « chirurgical ».

A cet égard, la lenteur du développement politique de la France a eu pour le parti communiste un côté positif. La gauche ne s'est pas trouvée en présence de grandes épreuves politiques avant d'avoir pu s'y préparer sérieusement. En Italie, le moment de la scission du parti socialiste ne fut pas choisi en vertu de considérations tactiques, mais déterminé par la terrible capitulation des dirigeants du parti au cours des événements de septembre 1920¹⁰. En France, le moment de la rupture dépendait dans une large mesure de l'Internationale communiste. Il est vrai que certains camarades, dans le parti français même, voulaient forcer les événements, trouvant trop irrésolue, trop patiente et même erronée la tactique de l'Exécutif dans la question française. Y eut-il des fautes partielles de notre part ? Il y en eut sans doute, mais nous pouvons, aujourd'hui, jetant un coup d'œil sur la période écoulée, dire en toute certitude que la tactique de l'Exécutif a été juste dans son ensemble, dans ses méthodes et dans son application ralentie *correspondant au rythme du développement intérieur de l'avant-garde prolétarienne en France*. C'est pourquoi notre parti français, après une profonde crise intérieure, après s'être débarrassé d'éléments étrangers, a conservé l'écrasante majorité de ses effectifs, toute son organisation et son organe central, *l'Humanité*, dont l'importance est en France beaucoup plus grande que dans beaucoup d'autres pays. Il faut noter ici que le parti français et l'Internationale doivent

⁹ Trotsky donne ici très clairement les raisons pour lesquelles les dirigeants de l'I.C. se sont efforcés d'éviter que ne se produise, en France, un « nouveau Livourne ». Elles sont également exposées sans ambiguïté dans les documents publiés par Jules Humbert-Droz dans *L'Œil de Moscou à Paris*.

¹⁰ Les dirigeants du P.S.I. de Serrati s'étaient refusés à engager la lutte pour le pouvoir au moment des grandes grèves des métaux de Turin en septembre 1920. C'est leur attitude à cette époque qui a déterminé la direction de l'I.C., Lénine autant que Zinoviev, à adopter une attitude dure et à cautionner, à Livourne, la scission sur une frontière passant entre la « gauche » et le « centre », alors qu'en France, au même moment, elle passait entre la « droite » et une fraction du « centre ». Trotsky justifie ici de son mieux une décision qui coûta fort cher au mouvement italien.

beaucoup à Marcel Cachin, qui eut des malentendus avec l'Internationale, mais se plaça résolument, au moment décisif, du côté de la révolution¹¹.

L'opération chirurgicale entreprise par le parti français était certainement difficile et paraissait à quelques camarades trop risquée. Il s'agissait d'une rupture définitive et simultanée du parti avec l'opinion publique bourgeoise et ses institutions les plus équivoques, franc-maçonnerie, Ligue des droits de l'homme, presse radicale, etc. L'opération chirurgicale tirant à sa fin, Frossard, qui hésitait encore, jeta un coup d'œil autour de lui et se convainquit qu'il n'avait rien à faire dans ce parti. Et, par la porte même par laquelle il venait de sortir, avec les francs-maçons et les ligueurs des droits de l'homme, deux hommes entrèrent - Monatte et Barbusse.

L'adhésion de Monatte est aussi peu un épisode personnel que le départ de Frossard. Monatte a représenté pendant et depuis la guerre, avec plus d'intransigeance et de force que quiconque, les traditions du syndicalisme révolutionnaire à l'époque de son apogée. La méfiance à l'égard de la politique et des partis tenait une grande place dans ses traditions. Méfiance qui ne manquait pas de raisons historiques. Au cours des dernières années, Monatte avait été l'ami fidèle de la révolution russe, inébranlable dans les moments les plus difficiles. Il observait pourtant le parti communiste français avec une défiance aiguë et demeurait à l'écart. Et ce n'est que lorsque le parti eut montré qu'il ne reculerait pas devant les mesures les plus rigoureuses pour affermir son caractère prolétarien et révolutionnaire que Monatte prit sa carte. C'était plus qu'un geste personnel. Ce geste signifiait que le parti a surmonté la défiance de toute une catégorie de travailleurs révolutionnaires français. Il y aura vraisemblablement encore dans le parti, qui comprend des éléments d'une éducation politique différente, des frottements intérieurs ; mais le caractère vraiment prolétarien du parti est désormais assuré, ce qui veut dire que son avenir révolutionnaire l'est aussi.

L'adhésion de Barbusse a un caractère plus individuel. Barbusse ne représente pas de traditions révolutionnaires d'avant-guerre. En revanche, il incarne mieux que personne la conscience indignée de la génération de la guerre. Président de l'Association républicaine des anciens combattants, Barbusse avait conservé, jusqu'à ces derniers temps son indépendance formelle à l'égard du parti communiste, exprimant par là l'indignation profondément révolutionnaire, mais politiquement imprécise, des masses ouvrières et paysannes d'après-guerre. Mais, quand les rapports politiques se précisèrent, quand les rhéteurs pacifistes et les dilettantes de la révolution revinrent à leurs origines bourgeoises, Barbusse franchit le seuil du parti en disant : « Me voici ! » Il attestait ainsi que, pour tout ce qui pense et s'indigne, pour tout ce qui reste de la génération de la guerre, il n'y a pas d'issue spirituelle en dehors du parti communiste. On sent dans le lyrisme contenu de la lettre de Barbusse à *l'Humanité* une véritable passion révolutionnaire. Nous félicitons le parti français d'avoir fait cette conquête.

A peine Frossard et ceux qui le suivent étaient-ils apparus de l'autre côté des frontières du parti que les événements connexes à l'occupation de la Ruhr mettaient le parti communiste français en présence de sérieuses épreuves politiques. Et le parti montrait que, débarrassé d'éléments inassimilables, il s'était affermi, il avait grandi par là même. La répression n'a fait qu'accroître sa cohésion morale. Les plus grandes difficultés l'attendent encore, mais on peut déjà dire avec confiance, en toute certitude, qu'un parti communiste authentique existe, vit et grandit en France.

¹¹ Trotsky ne devait plus jamais écrire - ni vraisemblablement penser - que Cachin, pour lequel il avait un profond mépris, avait été, à un moment quelconque de sa carrière, « du côté de la révolution ».